

20230115 Lyon Capitale

<https://www.lyoncapitale.fr/actualite/hebergement-d-urgence-la-prefecture-reagit-aux-propos-de-gregory-doucet-qui-appelle-a-une-mobilisation-de-l-etat>

Actualité



Pascal Mailhos, préfet du Rhône et de la région Auvergne-Rhône-Alpes @WilliamPham

Hébergement d'urgence : le préfet réagit aux propos de Grégory Doucet, qui dénonce l'inaction de l'Etat

- 15 janvier 2023 A 09:30
- par [Aimée Le Goff](#)

Samedi 14 janvier, le maire de Lyon a dénoncé l'inaction de l'État en matière d'hébergement d'urgence local. Pour la préfecture, ces propos, tenus lors d'une interview accordée au JDD, ne tiennent pas debout.

En décembre 2022, [Grégory Doucet interpellait le ministre du Logement pour lui demander d'agir](#) sur le problème du sans-abrisme à Lyon. A la même période, la Ville de Lyon s'était même dit prête [à engager des poursuites envers l'État](#) pour sa "défaillance" dans la prise en charge de ce sujet. Samedi 14 janvier, l'édile lyonnais a réitéré son point de vue en dénonçant l'inaction de l'Etat en matière de dispositif d'hébergement local, [à l'occasion d'une interview accordée au JDD](#).

Dans la foulée, la préfecture a dénoncé ses propos dans un communiqué, précisant que la Ville de Lyon "n'a pourtant proposé aucun lieu viable pour permettre un accueil décent, sécurisé et adapté pour assurer un accompagnement social de qualité", alors que " la Métropole de Lyon et d'autres communes de l'agglomération lyonnaise avancent des propositions immobilières susceptibles de permettre une augmentation du parc d'hébergement d'urgence dans des délais brefs".

"L'État assume pleinement ses responsabilités"

Pour illustrer ses propos, la préfecture donne un exemple de projet d'hébergement porté par la mairie, finalement inachevé : l'utilisation "d'un ancien hôtel, propriété privée, fermé suite à un avis défavorable de la commission communale de sécurité et d'accessibilité compte tenu de la non-conformité de la sécurité incendie et des installations électriques". "La dangerosité, la

vétusté et l'insalubrité de l'immeuble sont strictement incompatibles avec l'accueil de personnes sous réserves de plusieurs mois de travaux", indique la préfecture.

"Contrairement aux propos tenus par le Maire de Lyon dans une interview accordée au Journal du Dimanche le 14 janvier 2023, l'État assume pleinement ses responsabilités en matière d'hébergement d'urgence dans une logique de collaboration constructive avec les collectivités territoriales, tandis que la municipalité de Lyon préfère suivre son propre agenda politique", précise le communiqué.

237 nouvelles places annoncées

[Le préfet Pascal Mailhos](#) "s'inscrit en faux" contre les accusations de Grégory Doucet, et tient à rappeler que ses déclarations visant le manque d'anticipation de la période hivernale par les services de l'État sont infondées. "Dès le 12 décembre 2022, le plan grand froid a été enclenché dans le Rhône pour accélérer le déploiement de places d'hébergement supplémentaires pour les plus vulnérables, précise le communiqué. 67 places d'hébergement complémentaires ont alors été ouvertes. Le 8 décembre 2022, le préfet Pascal Mailhos avait annoncé la mobilisation de 550 places d'hébergement exceptionnelles pour faire face à la forte pression sur le parc pourtant conséquent d'hébergement d'urgence armé par l'État".

Samedi 14 janvier, [la préfecture a annoncé l'ouverture de trois nouveaux sites d'hébergement d'urgence](#), dont deux à Lyon et un à Villefranche-sur-Saône, totalisant une capacité de 237 places exceptionnelles.